

## Logement



A gauche, le site des Vernets, que l'armée pourrait occuper jusqu'en 2040. L'Etat lui a offert un relogement pour construire un quartier de 1500 logements, tel qu'il figure à droite sur la maquette de la ville.

# Vernets: le projet vaut-il un «cadeau» à l'armée?

Un crédit de 20 millions pour une caserne à Meyrin est attaqué par référendum. Il permettra à l'armée de libérer les Vernets au profit de 1500 logements. Les Genevois voteront le 28 février

## L'essentiel

● **Crédit** Un référendum combat un crédit de 20 millions de francs pour la construction d'une caserne à Meyrin.

● **Relogement** Ce projet permettrait à l'armée de libérer le site des Vernets. L'Etat pourrait alors réaliser son projet de 1500 logements au cœur de la ville.

● **Vote** Les opposants refusent ce «cadeau» à l'armée. Pour les partisans, c'est le prix à payer; sinon rien ne se fera.

## Christian Bernet

Paris vaut bien une messe, aurait dit Henri IV après on imagine un long questionnement. A Genève, le souverain, c'est-à-dire le peuple, sera confronté au même dilemme. A la différence qu'ici, l'affaire n'a rien de catholique et qu'elle met dans la balance l'armée et des logements. En clair, la question est la suivante: faut-il dépenser quelques dizaines de millions pour l'armée afin qu'elle quitte les Vernets et permette ainsi la réalisation d'un quartier de 1500 logements? Dans un premier temps, c'est 20 millions qu'il faudra payer. Un référendum a été lancé contre cette dépense. Les Genevois trancheront le 28 février.

Hier, les deux camps sont entrés dans l'arène en organisant chacun une conférence de presse. D'un côté, Ensemble à Gauche et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA), qui ont lancé la fronde contre ce crédit. En face, six femmes, toutes députées et représentant les partis favorables à ce crédit (PLR, PDC, UDC, MCG, socialistes et Verts).

## Une offre de relogement

Les Vernets, c'est une caserne au centre-ville, sur des terrains appartenant à l'Etat. Ce dernier rêve d'y ériger un grand quartier. Il a lancé un concours d'architecture et trouvé des investisseurs. Aux côtés de Swiss Life, on trouve des coopératives et caisses de pension locales ainsi qu'une

## «Un formidable autogoal»

● Ce qu'en disent les partisans du crédit militaire.

**1. La construction de 1500 logements**  
La libération de la caserne des Vernets va permettre la réalisation de 1500 logements. «Cela correspond à ce que le Canton construit en une année», rappelle Bénédicte Montant, députée PLR. En période de pénurie, on ne peut pas se permettre de refuser. Avec leur référendum, les opposants empêchent la construction de ces logements, mais en plus ils assurent une présence de l'armée au centre-ville jusqu'en 2040. C'est un formidable autogoal.»

## 2. Des loyers contrôlés

Les loyers seront-ils hors de prix? Non, assure Nicole Valiquier Grecuccio, députée socialiste. «Les investisseurs se sont engagés à rester dans les limites des logements sociaux imposées par l'Etat. D'ailleurs, la plupart seront construits



**Bénédicte Montant**  
Députée PLR et favorable au crédit de 20 millions

par des coopératives et des caisses de pension locales. D'ici à 2040, l'Etat va engranger 100 millions de francs grâce à la location de tous ces terrains.»

## 3. Des locaux militaires mieux utilisés

Le déménagement de l'armée permettra un usage plus rationnel des terrains militaires, assure Christina Meissner, députée UDC. «L'armée utilise déjà les trois sites sur lesquels on va la déménager. Les équipements que nous allons y construire serviront aux troupes de sauvetage, mais aussi à la police et à la protection civile. Il n'y aura pas plus de place pour l'armée. Au contraire, elle va libérer cinq hectares des Vernets.» **C.B.**

## Un présent inutile!

● Lors d'une conférence de presse hier, les opposants ont développé trois arguments.

## 1. Pas de garantie sur les loyers

Pour Rémy Pagani, député d'Ensemble à Gauche, auteur du rapport de minorité s'opposant au crédit, les promesses sur les loyers ne seront pas tenues. «Le manque de rentabilité finira par s'imposer. A la place de l'usine des Charmilles, on a construit il y a quelques années un immeuble artisanal. Récemment, malgré les accords, on a changé son affectation en bureaux, car ce n'était pas rentable. Et voilà! Aux Vernets, la dépollution des terrains n'est pas réglée. Légalement, l'Etat devrait payer. Mais si ce n'est pas le cas... De toute manière, M. Hodgson n'a pas inscrit dans le marbre des conventions passées avec les promoteurs le montant des loyers.»

## 2. Un cadeau inutile à l'armée

Selon Amanda Gavilanes, secrétaire



**Rémy Pagani** Conseiller administratif, député d'Ensemble à Gauche, auteur du rapport de minorité contre le crédit

générale du GSSA (Groupe pour une Suisse sans armée), le départ de l'armée des villes de Bâle, Bellinzzone, Berne et Zurich a été fait sans contrepartie pour les cantons concernés. Elle souligne que les besoins et les effectifs de l'armée baissent. «Pourquoi payer à Genève alors que l'armée y occupe déjà 64 hectares et que le budget de l'armée payé par les contribuables atteint 5 milliards?»

## 3. Le protocole doit être renégocié

En cas de refus, les opposants appellent le Canton à renégocier une convention avec l'armée et à retravailler le projet. «Nous ne sommes pas contre le logement», martèle Robert Fioux, représentant d'un collectif d'associations d'habitants. **M.BN**

fondation de la Ville de Genève. Les deux tiers des 1500 logements seront subventionnés; aucun appartement ne sera vendu; des commerces et des bureaux sont aussi prévus. L'Etat veut démarrer le chantier en 2020.

Le hic? L'armée est au bénéfice d'un droit de superficie jusqu'en 2040. L'Etat a donc accéléré son départ en lui faisant une offre de relogement. Elle va adapter par diverses constructions les trois sites sur lesquels l'armée est déjà présente: Epeisses, Aire-la-Ville et Meyrin. Coût total de ces aménagements: 73 millions. Dont 20 pour une caserne à Meyrin pour laquelle le Grand Conseil a déjà voté le crédit, aujourd'hui contesté. Les autres viendront plus tard.

## «Une offre injustifiable»

Pour les référendaires, ce «cadeau» de Genève à l'armée est injustifiable. «Ailleurs en Suisse, l'armée s'est désengagée sans contrepartie, relève Amanda Gavilanes, du GSSA. D'ailleurs, elle n'a pas besoin de ces installations, celles de Bière, dans le canton de Vaud, suffisent amplement.» L'offre genevoise, «idéologique», viserait à conserver l'armée à Ge-

nève. Elle serait d'autant plus injustifiable que les caisses sont vides.

Il y a pire. Selon les référendaires, le coût du déménagement va se répercuter sur les loyers des futurs logements. Ils ne croient pas les assurances des investisseurs. «Les promesses rendent les gens joyeux», relève Rémy Pagani.

Les partisans l'assurent. «Des garanties ont été données, les loyers ne dépasseront pas les barèmes des logements sociaux», affirme la députée socialiste Nicole Valiquier Grecuccio. Gage de cette confiance selon elle: la plupart des constructeurs sont des entités locales à but non lucratif.

«Si on refuse le crédit, l'armée restera aux Vernets jusqu'en 2040 et il faudra rénover ses locaux pour 25 millions», poursuit Christina Meissner (UDC). D'ailleurs, l'opération est profitable pour l'Etat car la location des terrains des Vernets et des sites militaires lui rapportera plus qu'aujourd'hui. Un gain de 4,2 millions par année. «Le GSSA milite pour conserver une caserne vétuste au centre-ville, déplore la députée Sophie Forster-Carbone (Verts). Le bon sens et le pragmatisme nous dictent de voter oui le 28 février.»

## PUBLICITÉ

**Breguet**  
Depuis 1775

**BREGUET, UNE HISTOIRE AUPRÈS DES GRANDS HOMMES**

**EXPOSITION**  
La Cité du Temps, Pont de la Machine, Genève  
Du 18 janvier au 21 février, tous les jours de 9h00 à 18h00